

Le scénario du Kosovo est en train d'arriver en France, vingt ans plus tard



Il y a 20 ans à peine, l'OTAN terminait la campagne de bombardement contre la Yougoslavie. Action illégale, tout comme la guerre que les USA allaient mener à peine 2 ans après en Iraq, cette campagne de bombardement avait pour but de prendre contrôle de la région serbe du Kosovo. En acceptant la résolution 1244 des Nations unies, Milosevic retirait ses troupes du Kosovo qui était alors placé sous mandat international de l'ONU mais toujours dans les frontières yougoslaves.

Dès le départ le plan était simple : faire quitter les troupes yougoslaves du Kosovo, donner le Kosovo aux extrémistes albanais de l'UCK (l'armée de Libération du Kosovo) et ainsi faire du Kosovo le dernier-né européen. En 2008 les indépendantistes albanais déclarent donc unilatéralement l'indépendance du Kosovo. Jusque-là tout se

déroule plus ou moins selon le plan initial. La Yougoslavie n'existe plus, une partie de ses anciennes républiques ont rejoint l'OTAN et l'UE. Seulement voilà, un grain de sable vient briser cette mécanique pourtant si bien huilée : la reconnaissance internationale du Kosovo. Il est évident que la Serbie n'allait pas reconnaître cet État promis à la faillite. Se rajoutent alors de nombreux autres États scandalisés par la manière de faire des Occidentaux qui ont essayé d'imposer le Kosovo à la communauté internationale tout en ouvrant la boîte de Pandore du séparatisme. De nombreux États refusent de reconnaître le Kosovo et malgré un lobbying très puissant de la part des pays occidentaux, le Kosovo n'arrive pas à obtenir un siège à l'ONU ainsi que dans la plupart des organisations internationales. Pire encore, au sein même de l'Europe et donc de l'OTAN, 5 pays ne reconnaissent pas le Kosovo. Malgré de nombreuses tentatives, l'UNESCO et INTERPOL restent fermés pour le Kosovo. Il faut bien comprendre qu'intégrer ces 2 organisations sérieuses est un peu plus délicat que d'intégrer l'UEFA, ce que le Kosovo a fait facilement à coup de liasses de billets.

Ces différentes actions montrent bien que le mensonge du Kosovo n'est absolument pas clos comme aimerait pourtant nous le faire croire une certaine élite libérale tant aux États-Unis qu'en Europe. C'est précisément là que le livre de Paul Antoine (Algérie-Kosovo, l'impossible comparaison, en anglais) est intéressant car il revient sur la dernière invention essayant de sauver le soldat Kosovo. Afin de faire accepter le Kosovo indépendant à de nombreux autres pays et notamment à d'anciennes colonies (qui majoritairement ne reconnaissent pas le Kosovo), une certaine réécriture de l'histoire est en train d'avoir lieu afin de présenter le Kosovo comme une ancienne colonie serbe et la Serbie comme une puissance coloniale. C'est évidemment mal connaître l'Histoire mais ne dit-on pas ; « les cons ça a osé tout,

c'est même à ça qu'on les reconnaît » ? Partant de ce constat, ce livre réalise une étude comparative du Kosovo avec l'Algérie, ancienne colonie française. Le choix de l'Algérie est plutôt judicieux car l'Algérie n'était pas considérée comme une colonie mais bel et bien comme territoire français, ce qu'était le Kosovo pour la Serbie.

Le premier constat du livre concerne la conquête du Kosovo par rapport à la conquête Algérienne. La Serbie, contrairement à la France, n'a pas eu besoin de conquérir le Kosovo. En fait, le livre démontre comment les différents princes serbes ont fait du Kosovo une place centrale dans leurs empires. Le Kosovo est devenu au fil des siècles le cœur du pouvoir politique et religieux de l'Empire serbe. Fait marquant, lorsque l'Église orthodoxe serbe obtient son indépendance totale et son rang d'Église à part entière, elle choisit la ville de Pec pour y établir son siège. À l'inverse, même si la France organisa, et créa d'un point de vue administratif l'Algérie, jamais la France ne fit de l'Algérie son centre politique et religieux. Aucun président français n'avait de résidence secondaire en Algérie comme les membres de la noblesse serbe qui avaient tous un château et un monastère au Kosovo.

Partant de ce constat, le livre compare les statuts dont le Kosovo et l'Algérie ont pu bénéficier. L'une des plus importantes différences concerne le statut des habitants de ces deux régions. L'Algérien moyen en 1930 n'avait généralement pas la citoyenneté française alors que tous les habitants du Kosovo avaient la nationalité du système politique alors en place (Royaume de Serbie puis Royaume de Yougoslavie et ensuite Fédération socialiste de Yougoslavie). Il est par exemple mentionné dans le livre le fait que les Albanais après 1945 sont arrivés en masse au Kosovo alors contrôlé par la Yougoslavie car ils fuyaient la dictature communiste de Enver Hoxha. Le livre rappelle par

ailleurs que les Albanais qui vivaient en Yougoslavie avaient plus de droits que les Albanais vivant dans leur propre pays, ce qui n'était évidemment pas le cas pour les Algériens avant l'indépendance.

Du fait de l'approche historique qui est prise, l'auteur détruit de nombreux mythes construits par les Albanais et leurs alliés au fil des ans. La délicate question de la grande Albanie est, elle aussi, traitée. Il est en effet important de comprendre que le but des Albanais n'est pas l'indépendance du Kosovo à proprement parler mais le rattachement du Kosovo à l'Albanie, en vue de former la grande Albanie. C'est une idée lancée en 1878 par la ligue de Prizren et qui a vocation à unifier des zones où vivent des minorités albanaises, à cheval sur une partie du Monténégro, de la Serbie (le Kosovo mais aussi d'autres régions serbes), une partie de la Macédoine et de la Grèce.

Pour finir, je dirais que l'un des atouts majeurs du livre est la décortication des trois principaux mythes servant à justifier l'indépendance du Kosovo et donc l'intervention de l'OTAN. Fait important concernant la création du Kosovo, le livre nous explique et nous démontre clairement que le peuple « kosovar » est une invention occidentale. Il n'y a en réalité que des Serbes et des Albanais et ce que certains appellent le peuple kosovar est une foutaise. Évidemment, revenir sur l'invention du peuple kosovar met à mal la fable du Kosovo car cela revient à démontrer que le Kosovo n'est pas un pays et que donc la lutte autour du Kosovo est une lutte de territoire et non l'indépendance d'un peuple colonisé par les Serbes.

Le premier argument souvent avancé par les Albanais pour justifier leur colonisation du Kosovo est le fait qu'ils

descendraient du peuple illyrien. Ce n'est évidemment pas très sérieux et l'auteur revient dessus, en évoquant la question des Illyriens, en dressant des parallèles et en rappelant ce que stipule le droit international.

Le deuxième point est la question de la souffrance et les accusations de génocide que les troupes yougoslaves auraient commis pendant la guerre en 1999. Là aussi, l'auteur étudie précisément le déroulé de la guerre de 1999 et rappelle qu'il n'est aucunement fait mention dans le droit international d'un quelconque argument victimaire pouvant servir de justification juridique pour création d'un État.

Le troisième point, sûrement celui qui concerne le plus la France et l'Europe, est celui de la population. Il est souvent avancé le fait que les Albanais sont majoritaires au Kosovo pour expliquer l'indépendance du Kosovo. Cet argument n'est évidemment pas recevable d'un point de vue juridique et extrêmement dangereux car cela revient à dire que demain des départements français peuvent légalement, en suivant le précédent du Kosovo, faire sécession du territoire français. Si nous suivons cet argument, alors de nombreux « territoires perdus de la République » peuvent faire sécession demain, le tout soutenu, financé et applaudi par nos « alliées » saoudiens et qataris.

Depuis 30 ans, la France et l'Europe de l'Ouest en général subissent ce que le Kosovo a vécu pendant 70 ans avec la Yougoslavie socialiste. La situation actuelle du Kosovo, des autochtones qui ne sont plus maîtres chez eux où les nouveaux arrivants font la loi est ce qui attend la France et le peuple de France si le pays réel ne se réveille pas. La situation du Kosovo se produit pour deux raisons que nous retrouvons actuellement en France. La première est la

trahison d'une élite nationale qui ne sait plus qui elle est et que ne souhaite plus défendre son pays et ce qu'elle est. Dans le cas du Kosovo, l'élite ne se considérait pas comme serbe mais comme yougoslave, une forme de cosmopolitisme vingt ans avant l'Europe. Dans les deux cas, l'élite est déconnectée des réalités et antinationale.

Le deuxième facteur est une immigration massive, incontrôlée et incontrôlable, ayant pour but de coloniser la terre d'accueil et non de s'intégrer à la population autochtone et de respecter ses lois et coutumes.

Le cas du Kosovo devrait aujourd'hui être omniprésent en France car c'est justement ce qui est en train de nous arriver. Les récents événements de Saint-Louis-des-Invalides en est un exemple frappant. Afin de fêter les 20 ans de la paix au Kosovo, paix somme toute relative, le même jour les Serbes orthodoxes étaient attaqués encore une fois par la police du Kosovo. Le ministère de la Défense avait autorisé une cérémonie dans la cathédrale Saint-Louis-des-Invalides. À 20 mètres derrière le tombeau de l'Empereur, dans l'église où la nation honore ses morts, là où nous avons justement une semaine auparavant prié pour nos deux commandos morts au combat face à des islamistes radicaux, d'autres radicaux investissaient notre cathédrale et un imam chantait l'appel à la prière depuis la chaire que même le curé et l'évêque aux armées n'utilisent plus. Le tout évidemment en présence d'une partie de l'élite de notre pays. Après l'incendie qui détruisit une partie de Notre-Dame de Paris, voici un autre signe cette fois beaucoup plus clair du sort qui nous attend : vivre dans des enclaves sur notre propre terre, le pays de nos ancêtres. Fort heureusement de nombreux Français comprennent le péril qui nous guette et refusent ce futur pour notre peuple et notre pays. Il est cependant important de comprendre que ce combat, s'il se mène en France, doit

aussi être mené au Kosovo car nous ne pouvons tolérer et laisser faire ce qu'il se passe là-bas. J'en profite donc pour vous présenter une initiative du collectif pour la paix au Kosovo qui a lancé une pétition afin de demander la tenue d'un débat sur le sort des Serbes du Kosovo et sur le statut juridique du Kosovo. Je vous invite à signer cette pétition en ligne et à la relayer à vos contacts. Cela ne prend que deux minutes, se fait de manière anonyme mais donne de l'espoir aux Serbes du Kosovo et montre que le combat n'est pas fini.

Bernard Bayle

Pétition

<https://www.change.org/p/gouvernement-francais-pour-discuter-le-statut-du-kosovo>

<https://fr.sputniknews.com/france/201905241041223937-macron-a-dit-le-nationalisme-cest-la-guerre-alors-pourquoi-le-soutient-il-au-kosovo/>